



Routes de la soie : les patrons partagés entre espoirs et attentisme

« Plier sans casser ». Empruntée à la stratégie du bambou chère à l'empire du Milieu, la recommandation des conseillers du commerce extérieur de la France (CCE) - des chefs d'entreprises tous bénévoles - réunis à Marseille pour donner leur vision des Nouvelles Routes de la Soie fait dans la nuance. « La question n'est plus de savoir s'il faut composer avec la Chine, mais comment trouver un juste équilibre entre les valeurs qu'elle entend véhiculer dans le commerce et les principes et règles qui sont les nôtres : la lutte contre la corruption, les normes environnementales... C'est un vrai combat qui commence », reconnaît Alain Bentéjac, président des CCE et cofondateur d'Artelia Group, un leader indépendant de l'ingénierie de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Perception mitigée

Le réseau des conseillers a sondé ses 4.400 membres présents dans 140 pays. Il en ressort une perception mitigée de l'influence grandissante de l'économie chinoise : si 44 % considèrent cette montée en puissance comme « l'avènement normal d'un nouveau géant économique qui élargit le jeu concurrentiel », ils sont 41 % à considérer cette expansion comme un danger à cause de l'irruption de règles du jeu inhabituelles. Les CCE devaient également préciser quelles mutations la Chine allait provoquer, à leurs yeux, dans l'environnement des affaires : les pratiques commerciales, la gestion et le respect des contrats, le transfert de technologies figurent dans le trio de tête.

Lire aussi :

Les entreprises françaises veulent faire leur marché sur les Routes de la Soie chinoises

Routes de la Soie : la Chambre de commerce pour une approche réaliste

Visée impérialiste

« Les BRI (« Belt road initiatives ») ont clairement une visée impérialiste et ce colonialisme pacifique va nécessairement peser sur nos décisions économiques et politiques, confirme l'armateur Philippe Louis-Dreyfus. Mais c'est aussi une opportunité ». Ce que confirment les CCE qui considèrent aussi « des bienfaits majeurs de la montée en puissance de la Chine dans certains secteurs stratégiques : les grandes infrastructures, l'IA et les télécoms, la logistique, les transports, les énergies ou encore les biotechs ». Le président du transporteur grec Vernicos Maritim Group, Nicolas Vernicos, a assisté à la reprise en main du port du Pirée par des intérêts chinois. « Ils ont investi et mis de l'ordre sans enfreindre les règles européennes. En 4 ans, son trafic est passé de 2 à 6 millions de conteneurs et il figure maintenant dans le top 5 des ports européens », observe-t-il.

Moyens considérables

Les moyens engagés par Pékin sont considérables . On parle déjà de 3.000 projets BRI démarrés ou sur le point de l'être dans le monde pour une enveloppe de 3.000 milliards de dollars. Et ça n'est qu'un début. « La Chine a un taux d'épargne net de 25 %. Avec de telles ressources, le pays a carte blanche pour s'ouvrir au monde et ouvrir le monde à elle, résume l'économiste et enseignant britannique Paul Seabright. Et il faut le reconnaître : elle s'y prend de manière plus constructive que ne l'ont fait les Américains et le monde anglo-saxon ».

Dans ce contexte, certains experts pointent les risques d'une posture de village gaulois. « Les BRI arrivent aux avant-postes commerciaux dans de nombreux pays où les Européens ont d'importants marchés. En ignorant les mains tendues par ces routes, on risque de perdre plus qu'en apposant nos signatures au bas des protocoles de coopération », prévient un conseiller à Bercy.